

Le contre-Sommet des Amériques

Les marchands, nouveaux maîtres du monde ?

par Normand PÉPIN

Québec, ville assiégée. On met le paquet pour assurer la sécurité des chefs d'État qui participeront au Sommet des Amériques. Les hôtels seront réquisitionnés une semaine d'avance, la prison d'Orsainville sera vidée de ses détenus pour faire place à tout contestataire du nouvel ordre mondial, les allées et venues de tous les citoyens seront contrôlées, les résidents voisins des hôtels réquisitionnés devront même se munir de permis de circuler dans leur propre ville.

Telle est l'atmosphère dans laquelle se déroulera le Sommet des Amériques, qui se tiendra à Québec du 20 au 22 avril 2001. On aurait voulu exclure les citoyens des discussions entourant la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), qu'on n'aurait pas procédé autrement. Mais, chassez le citoyen et il revient au galop. Des organisations syndicales, des organismes non gouvernementaux, des groupes de femmes, des organismes de protection des droits humains et démocratiques et de l'environnement, des groupes



populaires, bref, à peu près toutes les composantes de la société civile se sont rebiffées à l'idée de laisser le sort du monde entre les mains de ceux qui veulent le livrer aux marchands.

Grâce à elles, la vision citoyenne du monde s'exprimera sur une tribune autre que celle du Sommet des Amériques où ne sont conviés que les chefs d'État et leurs négociateurs patentés. Cette tribune sera un sommet parallèle, le Deuxième Sommet des Peuples des Amériques, qui

aura lieu à Québec du 17 au 21 avril 2001. Le Sommet des Peuples est organisé par le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), qui regroupe de nombreuses composantes de la société civile québécoise, dont la **Centrale des syndicats démocratiques (CSD)**, par Common Frontiers, son pendant au Canada anglais, et par l'Alliance sociale continentale, qui regroupe des organisations des États-Unis, du Mexique et des pays d'Amérique centrale et du Sud.

Un secret bien gardé

Sans vouloir tout connaître de chaque étape du processus de négociation de la ZLÉA, il est essentiel par ailleurs de savoir quel est le mandat du négociateur canadien. Ceux parmi vous qui avez déjà négocié comprendrez sans peine qu'on ne peut constamment revenir devant les membres pour leur soumettre chaque nouveau paragraphe sur lequel il y a eu entente avec l'employeur. Ce retour à la base est même superflu

Suite à la page 10

quand le mandat de négociation voté en assemblée générale est clair et limpide. Sachant exactement ce que vos membres veulent et ne veulent pas, il vous est alors facile de disposer des différentes propositions de l'employeur.

Or, à l'heure actuelle, c'est précisément ce qui fait défaut: personne ne connaît le mandat du négociateur canadien. Qui sait s'il n'est pas en train d'utiliser notre système de santé comme monnaie d'échange alors que les citoyens canadiens sont tout à fait opposés à l'idée de le privatiser que ce soit au profit d'une entreprise d'ici ou d'ailleurs.

Comme on ne connaît pas le mandat du négociateur canadien, il pourrait bien ensuite prétendre qu'il n'avait pas le choix, qu'il n'y aurait pas eu d'accord si le Canada n'incluait pas la santé dans la sphère de négociation, alors que, dans les faits, il l'avait laissée en pâture aux plus offrants.

La première action du RQIC a donc été d'exiger la « libération » des textes des négociations de la ZLÉA en vue d'en démocratiser l'accès. Le RQIC revendique aussi que la primauté des pactes et conventions internationales portant sur les droits humains, l'environnement et la protection de

certaines activités sociales, économiques et culturelles soit assurée dans la future ZLÉA. Le RQIC réclame également l'inclusion des normes fondamentales du travail dans les conventions de commerce international.

Le sommet parallèle des peuples tiendra les 17, 18 et 19 avril des forums de discussion ouverts au public sur les enjeux entourant la Zone de libre-échange des Amériques, notamment sur les questions des femmes, des syndicats, de l'environnement, de l'agriculture, des communications, des droits humains et sociaux, du désengagement de l'État et du développement de la

pauvreté. Le 20 avril sera consacré à un immense Teach-in organisé par Common Frontiers pour développer la vision citoyenne du monde, en opposition à la vision commerciale.

Pour faire du Deuxième Sommet des Peuples des Amériques un succès, il importe de lancer sur toutes les tribunes un appel à la mobilisation générale afin de signifier à la face des puissants de ce monde que la place de la société civile n'est pas à marchander ! ☀️